



ÉTUDES EFFECTUÉES EN 2011

COMPILATION



*Comité économique et social européen
Département de la communication*



*Comité économique et social européen
Département de la communication*

Études effectuées en 2011

Compilation

Table des matières

<i>Prévisions politiques pour 2012 – 2013 et position des actions potentielles de la société civile et du CESE</i>	3
<i>L'impact des mesures de lutte contre la crise et la situation sociale et de l'emploi:</i>	
<i>Grèce</i>	4
<i>L'impact des mesures de lutte contre la crise et la situation sociale et de l'emploi:</i>	
<i>Irlande</i>	5
<i>L'impact des mesures de lutte contre la crise et la situation sociale et de l'emploi:</i>	
<i>Italie</i>	6
<i>L'impact des mesures de lutte contre la crise et la situation sociale et de l'emploi:</i>	
<i>Portugal</i>	7
<i>L'impact des mesures de lutte contre la crise et la situation sociale et de l'emploi:</i>	
<i>Espagne</i>	8
<i>L'économie sociale dans l'Union européenne</i>	9
<i>Politiques, programmes, activités, outils TIC et services visant à réduire les obstacles contribuant à exclure les citoyens de l'UE de la société de l'information (étude préparatoire pour "Click IT!")</i>	10
<i>Participation et activités des Roms et/ou d'organisations non gouvernementales dans le cadre de l'élaboration et de l'approbation de stratégies d'intégration nationale des Roms</i>	11
<i>Investir pour améliorer l'environnement et atténuer les dégâts causés à l'environnement – Étude comparative des différentes mesures financées grâce à l'utilisation d'instruments économiques pour la protection de l'environnement</i>	12
<i>Sommet mondial de Rio sur le développement durable en 2012 – Gouvernance pour une économie verte</i>	13
<i>Le développement urbain durable et le rôle de la société civile</i>	14

Prévisions politiques pour 2012 – 2013 et position des actions potentielles de la société civile et du CESE

Cette étude a pour but de décrire les tendances à long terme des politiques mondiales et des politiques internes à l'UE et de présenter dix défis clefs pour la société civile au niveau de l'UE. Elle met en relief les changements de calendrier susceptibles de se produire. Enfin, elle formule des recommandations portant sur le rôle du CESE dans les consultations de la société civile au niveau de l'UE. Dans ce contexte, sont abordées six questions qui sont autant d'opportunités pour le CESE. Selon les auteurs de l'étude, le CESE devrait (1) établir le calendrier de l'UE en répertoriant et en mettant en avant les dossiers qui ne peuvent plus être traités au niveau national; (2) braquer les projecteurs sur les questions délaissées afin de garantir que ces sujets importants demeurent à l'ordre du jour du débat politique; (3) inciter les citoyens à s'engager (c'est-à-dire porter le débat sur la place publique et recenser les domaines intéressant directement les citoyens); (4) élaborer une stratégie axée sur l'avenir pour l'orientation générale de l'UE; (5) améliorer les mécanismes européens de décision politique et (6) axer la réflexion sur les questions revêtant une importance particulière pour les organisations patronales, les syndicats et la société civile au sens large.

Numéro de référence: EESC/COMM/19/2011

Langue: EN

Nombre de pages: 24

Auteurs: European Policy Centre; Rosa Balfour, Janis A. Emmanouilidis, Josef Janning, Yves Pascouau, Fabian Zuleeg; Belgique

Service demandeur: cabinet du président Nilsson

Disponibilité: disponible sur demande (cabinetdupresidentCES@eesc.europa.eu)

Personne de contact: Coralia Catana (coralia.catana@eesc.europa.eu)

***Impact des mesures contre la crise
et la situation sociale et de l'emploi: Grèce***

Cette étude a pour but de mieux faire comprendre l'impact économique et social des mesures mises en œuvre en Grèce. Elle détaille le programme anticrise afin d'en expliquer les multiples impacts sur des aspects fondamentaux dans le domaine social et de l'emploi. L'auteur passe en revue, outre les mesures économiques et leurs conséquences, les mesures draconiennes de restructuration du marché du travail et propose une évaluation des effets de ces mesures. Ils abordent des questions telles que l'exclusion sociale, les inégalités, la pauvreté et la protection sociale. Un thème central abordé dans cette étude est de savoir si – et si oui, dans quelle mesure – la politique spécifique d'ajustement économique actuellement déployée en Grèce permet de remédier aux problèmes qu'elle prétend résoudre. Cette étude s'attache plus particulièrement à décrire la réalité grecque.

Numéro de référence: EESC/COMM/11/2011
Langues: EN, FR
Nombre de pages: 13
Auteur: Zoé Lanara-Tzotze; Confédération générale du travail de Grèce;
Grèce
Service demandeur: groupe II
Disponibilité: téléchargeable
<http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.group-2-studies.22511>
Personne de contact: Francisco Soriano (francisco.soriano@eesc.europa.eu)

***Impact des mesures contre la crise
et la situation sociale et de l'emploi: Irlande***

Ce document brosse un tableau des conséquences économiques et sociales des mesures anticrise adoptées en Irlande depuis 2008. Il tente de replacer le cas irlandais dans un contexte international en comparant l'expérience de l'Irlande avec celles de certains autres États membres de l'UE. Il examine en outre l'impact des réformes anticrise dans le domaine social (chômage, immigration et émigration, pauvreté, carences) et économique (salaires, mécanisme de fixation des salaires).

Numéro de référence: EESC/COM/15/2011

Langues: EN, FR

Nombre de pages: 10

Auteur: Peter Rigney; Fédération irlandaise des syndicats; Irlande

Service demandeur: groupe II

Disponibilité: téléchargeable

<http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.group-2-studies.22510>

Personne de contact: Francisco Soriano (francisco.soriano@eesc.europa.eu)

***Impact des mesures contre la crise
et la situation sociale et de l'emploi: Italie***

Cette étude a pour but de faire l'inventaire des paquets de mesures anticrise adoptés en Italie, de les décrire brièvement et d'en évaluer l'impact sur le plan économique et social, du début de l'année 2008 à la fin de l'année 2011. Elle présente une série de mesures destinées à l'origine à contrecarrer les effets de la crise économique en Italie et, dans un deuxième temps, à atténuer l'impact de la crise de confiance due à la dette publique. Elle examine en outre l'impact des réformes anticrise sur le marché du travail et sur les ménages.

Numéro de référence: EESC/COMM/14/2011

Langues: EN, FR, IT

Nombre de pages: 12

Auteur: Elisa Borghi; Université Bocconi; Italie

Service demandeur: groupe II

Disponibilité: téléchargeable

<http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.group-2-studies.22512>

Personne de contact: Francisco Soriano (francisco.soriano@eesc.europa.eu)

***Impact des mesures contre la crise
et la situation sociale et de l'emploi: Portugal***

Cette étude a pour but de faire l'inventaire des paquets de mesures anticrise adoptées au Portugal, de les décrire brièvement et d'en évaluer l'impact sur le plan économique et social, du début de l'année 2008 à la fin de l'année 2011. Elle divise la crise en trois étapes et souligne les mesures prises lors de chacune d'entre elles. Le document s'achève sur un examen de l'impact des mesures anticrise sur la situation économique et sociale.

Numéro de référence: EESC/COMM/12/2011

Langues: EN, FR, PT

Nombre de pages: 13

Auteur: José Castro Caldas; Université de Coimbra; Portugal

Service demandeur: groupe II

Disponibilité: téléchargeable

<http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.group-2-studies.22513>

Personne de contact: Francisco Soriano (francisco.soriano@eesc.europa.eu)

***Impact des mesures contre la crise
et la situation sociale et de l'emploi: Espagne***

L'étude passe en revue les mesures adoptées pour lutter contre la crise économique en Espagne entre 2008 et 2011. Elle met tout d'abord l'accent sur les réformes visant à réduire le déficit public et sur les réformes de type juridique, dites « structurelles », concernant les relations de travail. Elle décrit ensuite les mesures destinées à modifier les conditions d'accès aux prestations de la sécurité sociale ainsi que la réforme du système juridique des conventions collectives. En conclusion, il apparaît que les mesures structurelles visant à réformer le marché du travail n'ont eu aucun impact véritable en termes d'amélioration de la situation du marché du travail, caractérisée par un chômage extrêmement élevé.

Numéro de référence: EESC/COMM/13/3011
Langues: EN, ES, FR
Nombre de pages: 33
Auteurs: Antonio Baylos Grau, Francisco Trillo Párraga; Université de Castilla-La Mancha; Espagne
Disponibilité: téléchargeable
<http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.group-2-studies.22497>
Personne de contact: Francisco Soriano (francisco.soriano@eesc.europa.eu)

L'économie sociale dans l'Union européenne

Cette étude a pour principal objectif d'actualiser le rapport intitulé "*L'économie sociale dans l'Union européenne*" publié par le CESE en 2008, et porte désormais sur les 27 États membres de l'UE et sur deux pays candidats (la Croatie et l'Islande). Elle examine l'impact de la crise économique et des politiques publiques sur l'économie sociale. Le deuxième objectif de cette étude est de procéder au recensement des différents acteurs de l'économie sociale dans chaque État membre, et le troisième de fournir des données macroéconomiques sur l'économie sociale dans les États membres et les deux pays candidats. Enfin, les auteurs analysent la manière dont l'économie sociale peut contribuer à la mise en œuvre de la stratégie "Europe 2020".

Numéro de référence: EESC/COMM/13/2011

Langue: étude: DE, EN, ES, FR
résumé: DE, EN, ES, FR, IT, PL

Nombre de pages: 111 + résumé

Auteurs: CIRIEC International; Université de Liège; Belgique

Service demandeur: groupe III

Disponibilité: l'étude et le résumé seront téléchargeables en temps utile
<http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.publications>

Personne de contact: Susanna Baizou (susanna.baizou@eesc.europa.eu)

***Politiques, programmes, activités, outils TIC et services visant à réduire
les obstacles contribuant à exclure les citoyens de l'UE
de la société de l'information (étude préparatoire pour "Click IT!")***

Cette étude recense les politiques européennes en matière d'inclusion ainsi que les programmes, les activités et les outils des technologies de l'information et de la communication (TIC) destinés à atténuer les obstacles responsables de l'exclusion des citoyens de l'UE de la société de l'information. Ce document est le fruit de recherches préliminaires effectuées dans la perspective du Forum "Click IT!" qui s'est tenu à Gdańsk en octobre 2011. Il formule des recommandations sur la liste des exposants potentiels à inviter à participer au Forum et des initiatives à présenter. Ces dernières se répartissent en trois catégories: celles qui sont axées sur les personnes résidant dans des zones isolées, celles concernant les personnes âgées et celles visant les personnes ayant besoin d'accroître leurs compétences. Les parties prenantes (organisations de la société civile et employeurs) sont mentionnées et les initiatives sont évaluées en fonction de leur caractère innovant et de leur potentiel de reproductibilité

Numéro de référence: EESC/COMM/02/2011
Langue: EN
Nombre de pages: 10
Auteur: The Castlegate Consultancy; Diane Whitehouse; Royaume-Uni
Service demandeur: TEN
Disponibilité: disponible sur demande (ten@eesc.europa.eu)
Personne de contact: Georgios Karageorgos (georgios.karageorgos@eesc.europa.eu)

***Participation et activités des Roms et/ou d'organisations
non gouvernementales dans le cadre de l'élaboration
et de l'approbation de stratégies d'intégration nationale des Roms***

Le but de cette étude est de retracer l'historique de la participation de la communauté rom au processus d'élaboration et de négociation des stratégies d'intégration nationale dans les États membres de l'UE. Une enquête en ligne a été effectuée auprès de représentants d'ONG européennes, d'universitaires et de fonctionnaires spécialistes des questions roms. L'analyse montre qu'après l'entrée en vigueur de la plupart des stratégies nationales, la majorité des ONG roms et pro-roms était très mécontente de la manière dont les résultats ont été obtenus. L'auteur de l'étude estime que l'UE devrait s'engager auprès de la communauté rom afin de trouver les solutions adéquates aux problèmes d'intégration.

Numéro de référence: EESC/COMM/17/2011
Langue: EN
Nombre de pages: 33
Auteurs: Balázs Krémer; Kontra Ltd.; Hongrie
Service demandeur: SOC
Disponibilité: disponible sur demande (soc@eesc.europa.eu)
Personne de contact: Torben Bach-Nielsen(torben.bachnielsen@eesc.europa.eu)

***Investir pour améliorer l'environnement et atténuer les dégâts causés
à l'environnement – Étude comparative des différentes mesures financées
grâce à l'utilisation d'instruments économiques pour la protection
de l'environnement***

Le but de cette étude est de déterminer quelles sont les bonnes pratiques, en termes de mise en œuvre des instruments fondés sur le marché, qui permettent d'obtenir des améliorations sur le plan environnemental tout en tenant compte du rôle de la société civile. Elle donne un aperçu des pratiques en vigueur concernant les investissements dans des projets environnementaux dans l'UE, et en particulier le réinvestissement des recettes générées par le système d'échange des quotas d'émissions (SEQE de l'UE). Elle évalue en outre (en se fondant sur huit études de cas) l'efficacité de ces investissements en ce qui concerne les améliorations environnementales. Enfin, elle présente les bonnes pratiques en la matière et formule un certain nombre de recommandations, notamment sur le rôle de la société civile organisée dans ce processus.

Numéro de référence: EESC/COMM/09/2011

Langue: EN

Nombre de pages: 55

Auteurs: Institut pour une politique européenne de l'environnement; Janes Desbarats, Tomas Badura, Patrick ten Brinck; Royaume-Uni

Service demandeur: section spécialisée NAT

Disponibilité: disponible sur demande (nat@esc.europa.eu)

Personne de contact: Anna Bobo Remijn (anna.boboremijn@esc.europa.eu)

Sommet mondial de Rio sur le développement durable en 2012
– Gouvernance pour une économie verte

Cette étude présente les résultats d'une enquête en ligne ainsi que de nombreux entretiens avec des experts sur les perspectives de la société européenne en matière de développement durable et d'économie verte en prévision de la Conférence des Nations unies sur le développement durable. Des questionnaires ont été envoyés à des organisations de la société civile de six pays européens afin de mieux comprendre leurs points de vue sur des aspects spécifiques de la notion d'économie verte. L'analyse des données permet également de comparer les réponses des personnes interrogées issues de différents milieux de la société civile et de différents pays.

Numéro de référence: EESC/COMM/04/2011

Langue: EN

Nombre de pages: 75

Auteurs: Université libre de Berlin, Centre de recherche sur la politique environnementale (FFU), département de sciences politiques et sociales, Institut Otto Suhr de sciences politiques; Holger Bär, Klaus Jacob, Stefan Werland; Allemagne

Service demandeur: NAT

Disponibilité: disponible sur demande (nat@eesc.europa.eu; sdobservatory@eesc.europa.eu)

Personne de contact: Veronica Tomei (veronica.tomei@eesc.europa.eu)

Le développement urbain durable et le rôle de la société civile

Le but de cette étude est de présenter les défis du développement urbain durable et le rôle que peut jouer la société civile dans la conception de villes durables; l'accent est mis principalement sur l'Europe et sur la Chine. L'auteur décrit les instruments de la gouvernance urbaine ainsi que plusieurs modèles urbains proposés en Europe et en Chine. Il souligne les initiatives entreprises en faveur du développement de villes durables, les outils dont disposent les municipalités pour influencer le développement durable des villes ainsi que les obstacles et les problèmes à surmonter. Il plaide également en faveur de la cohérence, d'un financement adéquat, de l'opportunité des contrôles et des évaluations ainsi que de la nécessité d'anticiper les renforcements de capacité et de partager l'information si l'on veut que la notion de ville durable devienne une réalité. Il souligne en outre le rôle de la société civile organisée et du CESE. A cet égard, l'auteur suggère, pour s'attaquer au paradoxe que représentent la présence d'une multitude d'organes consultatifs et le sentiment concomitant d'un déficit dans le dialogue avec la société civile, de simplifier les procédures et de créer un cadre mieux adapté à la consultation ouverte et au débat public. Il recommande en outre de mettre à profit le dialogue sino-européen pour élaborer une vision commune du développement urbain durable. Enfin, il propose de créer une plateforme d'apprentissage destinée à promouvoir les échanges d'expériences et d'informations et à faciliter la convergence des normes techniques.

Numéro de référence: EESC/COMM/16/2011
Langue: FR; résumé en DE, EN et FR
Nombre de pages: 11
Auteur: Tancrède Voituriez; Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI); France
Service demandeur: REX
Disponibilité: disponible sur demande (rex@eesc.europa.eu)
Personne de contact: Andrea Subhan (andrea.subhan@eesc.europa.eu)



Comité économique et social européen

Rue Belliard 99
1040 Bruxelles
BELGIQUE

Responsable d'édition: unité "Visites et Publications"
EESC-2012-48-FR

www.eesc.europa.eu

FR

© Union européenne, 2012
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

